

LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION EN AFRIQUE RAPPORT

ZAMBIE



LONDA

Rapport 2022 sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique

Publié par Paradigm Initiative
374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria
Email: media@paradigmhq.org
www.paradigmhq.org

Publié en avril 2023

Rapport produit par Paradigm Initiative
Conception et mise en page par Kenneth Oyeniyi

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous n'importe quelle forme à condition que les éditeurs en soient dûment crédités et que le travail soit présenté sans aucune distorsion.

Copyright © 2023 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

ISBN: ISBN: 978-978-797-8980-8

Zambie



► Résumé exécutif

L'année écoulée a vu des réformes juridiques notables porter leurs fruits, comme l'abolition de la clause de diffamation du président dans la loi 2022 sur le code pénal (amendement). Plusieurs autres législations répressives, telles que la loi 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité, ont fait l'objet d'une révision dans le cadre de processus consultatifs participatifs. En outre, il y a eu un mouvement important de révision de la loi sur l'accès à l'information de 2021 et de la loi sur le conseil des médias de Zambie de 2021. Enfin, dans le but d'améliorer le secteur des TIC du pays, un projet de politique nationale des TIC 2022 et une stratégie nationale de transformation numérique 2022-2026 ont été finalisés et diffusés pour recueillir les commentaires des parties prenantes.

Le pays a commencé à mettre en œuvre un système d'identité numérique et a progressé dans la réalisation du projet controversé de ville intelligente. Bien que plusieurs personnes aient été détenues et arrêtées pour diffamation envers le président, l'abolition de la loi permet d'espérer une réduction des incidents. La Zambie a accueilli un quatrième opérateur de réseau mobile et a lancé sa première initiative de réseau 5G. Bien que ces évolutions soient louables, il reste à renforcer les réformes juridiques en cours et à assurer le suivi des projets de loi dont l'examen a été prévu. En outre, il faut redoubler d'efforts pour réduire la fracture numérique et renforcer le développement du secteur des TIC afin de transformer la Zambie en une économie numérique.

Selon le recensement de 2022 qui vient de s'achever,¹, la population zambienne s'élève à 19,6 millions d'habitants, dont 51 % de femmes et 49 % d'hommes. Environ 60 % des Zambiens vivent dans des zones rurales et 40 % dans des centres urbains.

¹ Zambia Statistics Agency (2022) Census of Population and Housing <https://www.zamstats.gov.zm/download/6815/?v=9623> (consulté le 21 décembre 2022).



Introduction

En 2022, le paysage politique et économique de la Zambie est resté stable avec un PIB de 22 milliards.² Le «gouvernement de la nouvelle aube» du Parti uni pour le développement national, qui a pris ses fonctions en 2021, a fait de nombreuses déclarations optimistes sur les réformes sectorielles clés visant à améliorer la croissance socio-économique du pays.

Le ministère des technologies et des sciences supervise l'élaboration et la mise en œuvre de la politique des TIC, tandis que l'autorité zambienne de l'information et des communications (ZICTA) réglemente le secteur. En octobre 2022, la ZICTA a dévoilé un nouveau conseil d'administration composé de sept membres, conformément au nouvel instrument statutaire n° 28 de 2022 sur les TIC (administration de l'autorité), entré en vigueur en avril 2022.³ Des efforts sont en cours pour recruter un nouveau directeur général⁴ après le départ du précédent directeur en juin 2021. En outre, cinq autres directeurs ont été licenciés en février 2022 dans des circonstances peu claires.⁵

Diverses législations régissent les TIC, notamment la loi de 2009 sur les technologies de l'information et de la communication (Information Communication Technology Act),⁶ la loi de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité (Cybersecurity and Cybercrimes Act)⁷, la loi de 2021 sur la protection des données (Protection des données Act)⁸ la loi de 2021 sur l'administration en ligne (e-Gouvernement Act)⁹ et la loi de 2021 sur les communications et les transactions électroniques (Electronic Communications and Transactions Act) (abrogée).¹⁰ En outre, des politiques telles que la politique nationale de cybersécurité 2021,¹¹ et la politique des services postaux et de messagerie 2021 - 2031 réglementent le secteur.¹² En novembre 2021, la Zambie a rejoint les 13 États africains qui ont ratifié la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo).¹³

² Banque mondiale (2021) ZambiaDataGDP <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?locations=ZM> (consulté le 21 décembre 2022).

³ Lusaka Times (2022) Mutati unveils ZICTA board, urges it to reduce ICT fees <https://www.lusakatimes.com/2022/10/25/mutati-unveils-zicta-board-urges-it-to-reduce-ict-fees/> (consulté le 21 décembre 2022).

⁴ La sortie de Mutimushi de ZICTA est confirmée (2021) <https://zambianbusinessimes.com/mutimushi-exit-from-zicta-confirmed/> (consulté le 21 décembre 2022).

⁵ News Diggers (2022) ZICTA licencie 5 directeurs <https://diggers.news/local/2022/02/15/zicta-fires-5-directors/> (consulté le 21 décembre 2022).

⁶ Loi de 2009 sur les technologies de l'information et de la communication.

⁷ Loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité de 2021.

⁸ Loi sur la protection des données 2021.

⁹ Loi sur l'administration électronique 2021.

¹⁰ Loi de 2021 sur le commerce et les transactions électroniques.

¹¹ MISA Zambie (2021) National Cyber Security Policy approved, <https://zambia.misa.org/2021/01/27/national-cyber-security-policy-approved/> (consulté le 21 décembre 2022).

¹² Politique postale nationale de 2021, <http://www.mtc.gov.zm/wp-content/uploads/2021/06/National-Postal-Policy-2021-2031.pdf> (consulté le 21 décembre 2022).

¹³ Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles <https://au.int/en/treaties/african-union-convention-cyber-security-and-personal-data-protection> (consulté le 21 décembre 2022)

Analyse par Pays

ANALYSE PAR PAYS

LIBERTÉ DE L'INTERNET

a) Accès à l'internet et perturbations



Au deuxième trimestre 2022, le taux d'abonnement à la téléphonie mobile s'élevait à 99%, soit 19 millions de personnes, tandis que le taux de pénétration d'Internet était de 53%, soit 10 millions

d'internautes, selon la Zambia Information and Communications Authority (ZICTA).¹⁴ En outre, 53% de la population accède à internet en utilisant le haut débit mobile tandis qu'un maigre 0,5% utilise des abonnements internet fixes.¹⁵ En ce qui concerne les écarts entre les sexes en matière de TIC, l'enquête nationale sur les TIC menée par la ZICTA en 2018 a révélé que 17% des hommes avaient accès à internet contre 12% des femmes en 2018. En ce qui concerne la possession d'un téléphone mobile, 87% des hommes possédaient un téléphone contre 81% des femmes.¹⁶ En outre, 29% des hommes contre 30% des femmes possédaient un smartphone. En novembre 2022, MTN Zambia a lancé la première technologie de réseau mobile de cinquième génération (5G) du pays dans le but d'offrir des vitesses d'Internet plus rapides, une meilleure sécurité et stabilité, et la capacité de gérer des connexions à haut volume sur les données mobiles.¹⁷

Le nombre de fournisseurs d'accès Internet (FAI) actifs est passé de 17 en 2021 à 19 en 2022.¹⁸ Un quatrième opérateur de réseau mobile (ORM), appelé Zedmobile et commercialisé sous le nom de Beeline Telecommunications, qui appartient entièrement à des Zambiens, a été lancé en décembre 2022.¹⁹ En août 2021, la Zambie a connu une coupure partielle d'Internet qui a duré 48 heures.²⁰ Les plateformes de médias sociaux telles que WhatsApp, Facebook, Messenger et Twitter étaient inaccessibles. Un rapport de l'Open Observatory of Network Interference (OONI) a indiqué que les sites de médias sociaux étaient bloqués, confirmant que les trois fournisseurs de réseau utilisaient la même technique pour restreindre l'accès à Internet et aux sites de médias sociaux.²¹ Chapter One Foundation, une organisation locale de défense des droits de l'homme, a déposé une ordonnance de la Haute Cour contre le régulateur ZICTA pour rétablir

¹⁴ ZICTA (2022) ICT Indicators <http://onlinesystems.zicta.zm:8585/statsfinal/ICT%20Indicators.html> (consulté le 21 décembre 2022).

¹⁵ Ibid

¹⁶ Zambia Information and Communications Technology Authority (ZICTA) (2018) National Survey on Access and Usage of Information and Communication Technologies by Households and Individuals https://www.zamstats.gov.zm/phocadownload/Other_Institutions/ZICTA%20ICT%20Survey%20-%202018.pdf (consulté le 21 décembre 2022).

¹⁷ MTN (2022) MTN Zambia lance le premier réseau 5G du pays <https://www.mtn.com/mtn-zambia-launches-the-countrys-first-5g-network/> (consulté le 21 décembre 2022).

¹⁸ Ibid

¹⁹ Zambian Observer (2022) Zambia's Fourth Mobile Network Operator Launched <https://zambianobserver.com/zambias-fourth-mobile-network-operator-launched/> (consulté le 21 décembre 2022).

²⁰ Open Observatory of Network Interference (OONI) (2021) Zambia : Social media blocked amid 2021 general elections <https://ooni.org/post/2021-zambia-social-media-blocks-amid-elections/> (consulté le 16 janvier 2023).

²¹ Comme ci-dessus n 20

²² All Africa (2021) High Court Orders Restoration of Internet Services <https://allafrica.com/stories/202108150063.html> (consulté le 16 janvier 2023).

l'Internet, qui a été rétabli le 14 août 2021.²²

Enfin, en mars 2022, les deux parties ont conclu un accord de consentement dans lequel le régulateur a accepté d'agir dans le cadre de son autorité légale et d'informer le public de toute perturbation de l'accès à Internet dans les 36 heures suivant un tel incident. Ce litige stratégique est le premier pour la Zambie et un score énorme pour la liberté de l'internet dans le pays.²³

b) Liberté d'expression et liberté des médias

En Zambie, la Constitution de 2016²⁴ affirme le droit à la liberté d'expression,²⁵ de réunion et d'association,²⁶ d'accès à l'information,²⁷ et à la vie privée.²⁸ Le pays est également partie à plusieurs normes régionales et mondiales en matière de droits de l'homme, telles que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP)²⁹ la Convention internationale sur les droits civils et politiques (PIDCP),³⁰ la Déclaration de Windhoek,³¹ et la Plateforme africaine sur l'accès à l'information.³²

Les émissions de télévision et de radio sont réglementées par l'Independent Broadcasting Authority (IBA) en vertu de la loi de 2010 sur l'Independent Broadcasting Authority (IBA)³³ tandis que le radiodiffuseur national, la Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC), est réglementé par la loi de 2017 sur la ZNBC.³⁴ La diffusion sur Internet n'est pas réglementée en Zambie. La Media Development Policy³⁵ établit une feuille de route pour l'autorégulation et le développement du secteur des médias.

Avant de prendre ses fonctions, le gouvernement du Parti uni pour le développement national (UPND) a fait plusieurs déclarations positives visant à réformer diverses législations répressives, en particulier à réviser la loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité de 2021 et à promulguer le projet de loi sur l'accès à l'information de 2013³⁶ et le projet de loi sur le Conseil des médias de Zambie

(ZAMEC) de 2019.³⁷

En mai 2022, le gouvernement a annoncé qu'il allait entamer le processus de modification de la loi de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité.³⁸ Par la suite, les consultations avec les parties prenantes ont commencé en septembre 2022.³⁹ De même, en mars 2022, le gouvernement a annoncé qu'il organiserait de nouvelles consultations avec les parties prenantes sur le projet de loi sur l'accès à l'information dans les 10 provinces du pays.⁴⁰

Il s'agit d'un changement radical par rapport aux sentiments antérieurs du gouvernement, qui avait promis de promulguer ce projet de loi vieux de 21 ans dans les meilleurs délais.⁴¹ En outre, la société civile et les organisations de médias se sont opposées à cette décision car le projet de loi a fait l'objet de trop nombreuses consultations des parties prenantes au cours des dernières années et se sont demandées si les déclarations n'étaient pas de simples discours politiques.⁴² En juin 2022, le projet de loi 2019 sur le Conseil des médias de Zambie (ZAMEC),⁴³ qui vise à mettre en place un mécanisme d'autorégulation des médias nationaux, n'a pas réussi à décoller après que certaines parties prenantes, telles que la Media Owners Association of Zambia, le chapitre zambien de MISA et BBC Media Action, ont rejeté le projet de loi final en invoquant que certaines clauses étaient préjudiciables au développement du secteur des médias.⁴⁴

Entre janvier 2022 et décembre 2022, Paradigm Initiative a enregistré environ 12 arrestations et détentions de personnes qui ont été accusées de diffamation du président en vertu de l'article 69 de la loi sur le code pénal pour des publications faites en ligne. Sur les 12 personnes arrêtées, deux ont été libérées, six ont été emprisonnées et quatre sont en attente de jugement. Il s'agit de citoyens qui ont exprimé leurs opinions en ligne et d'opposants politiques.

²³ News Diggers, COF, ZICTA enter consent judgement in internet shutdown case, <https://diggers.news/courts/2022/03/22/cof-zicta-enter-consent-judgement-in-internet-shutdown-case/> (consulté le 21 décembre 2022).

²⁴ Constitution de la Zambie, Loi 18 de 2016.

²⁵ Constitution of Zambia Act 18 of 2016 art 20 n23 ci-dessus.

²⁶ N 23 ci-dessus, art 29.

²⁷ n 23 art 21.

²⁸ n 23, art 17.

²⁹ Déclaration de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (ACHPR) sur Liberté d'expression et accès à l'information, <https://www.achpr.org/legalinstruments/detail?id=69> (consulté le 21 décembre 2022).

³⁰ Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), <https://www.un.org/en/aboutus/universal-declaration-of-human-rights> (consulté le 21 décembre 2022).

³¹ Déclaration de Windhoek.

³² Plate-forme africaine sur l'accès à l'information <https://www.africanplatform.org/> (consulté le 21 décembre 2022).

³³ Loi sur l'Independent Broadcasting Authority (modifiée en 2010)

³⁴ Loi de 2017 sur la Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC) (telle que modifiée en 2017)

³⁵ Media Institute of Southern Africa (MISA) (2022) Media Development Policy lancé <https://misa.org/blog/media-development-policy-launched/> (consulté le 22 décembre 2022).

En mai 2022, Andsen Zulu, 46 ans, de Lusaka, a été condamné à un an d'emprisonnement pour avoir affirmé dans un message sur Facebook que le président Hakainde Hichilema était un «membre de l'antéchrist». ⁴⁵ En juillet 2022, deux jeunes de la campagne, Danny Kapambwe, 28 ans, et Justine Chimpinde, 19 ans, ont été condamnés à deux ans de prison avec travaux forcés pour avoir insulté le président sur TikTok. ⁴⁶ En août 2022, Benson Tembo, un pasteur, a été emprisonné pendant 15 mois avec travaux forcés pour avoir traité le président Hichilema de sataniste lors d'un sermon. ⁴⁷

Le 1er septembre 2022, la police de Lusaka a arrêté Lawrence Bwalya Muchinda, 35 ans, de Lusaka, pour avoir prétendument émis des remarques diffamatoires contre le Président sur TikTok. ⁴⁸ Enfin, la police a arrêté le 1er septembre le leader de l'opposition Patriots for Economic Progress (PeP), Sean Tembo, pour avoir prétendument insulté le Président sur Facebook. M. Tembo a été libéré sous caution après six jours de détention. ⁴⁹

Les groupes zambiens de défense des droits de l'homme ont longtemps exhorté les gouvernements précédents à abolir cette loi utilisée par le passé par les gouvernements pour faire taire les critiques. En outre, le gouvernement de l'UPND a promis, lors des campagnes électorales de 2021, de révoquer cette loi archaïque, ⁵⁰ et enfin, le 24th décembre 2022, le président Hichilema a aboli la clause de diffamation du président, ce qui est louable et constitue une étape critique pour la Zambie. ⁵¹

c) Vie privée et surveillance

Dès 2013, la Zambie a commencé à mettre en œuvre un projet controversé de ville intelligente dans le cadre d'une initiative plus large de ville sûre, qui consiste à installer des caméras de télévision en circuit fermé (CCTV) dans les rues des lieux publics.

Cette initiative a suscité des craintes parmi les défenseurs des droits de l'homme, la société civile et les citoyens quant à son utilisation potentielle pour des activités de surveillance et de contrôle des citoyens, car cette technologie n'est pas régie par un cadre juridique et politique ni soumise à un contrôle judiciaire. En août 2022, le nouveau gouvernement a confirmé qu'il allait mener à bien ce projet controversé, qui était achevé à 98%. ⁵²

GOVERNANCE DES DONNÉES

En mars 2021, la Zambie a promulgué sa première loi sur la protection des données dans le but d'assurer la protection des données personnelles et des informations traitées par voie électronique.

Le régulateur, ZICTA, a assumé le rôle d'autorité de protection des données, mais à ce jour, le pays n'a pas encore vu de résultats tangibles, car la loi n'est pas encore pleinement opérationnelle et un commissaire à la protection des données n'a pas encore été nommé. ⁵³ En outre, la majorité de la population est peu sensibilisée à la confidentialité des données. En mars 2022, la Zambie a commencé à mettre en œuvre le système intégré d'information sur l'enregistrement national (INRIS), un système numérique biométrique de gestion de l'identité nationale qui remplacera le système traditionnel d'enregistrement national, manuel et sur papier, sujet aux abus et aux fraudes au fil des ans. ⁵⁴ La technologie de l'INRIS a été déployée dans plusieurs districts du pays et facilitera l'obtention de documents d'identification numériques tels que les cartes d'enregistrement nationales et les certificats de naissance et de décès. ⁵⁵ L'INRIS est également essentiel à la mise en œuvre du système de vote électronique prévu. ⁵⁶

RÉVISION DU FONDS POUR LE SERVICE UNIVERSEL

L'Autorité zambienne des technologies de

³⁶ News Diggers (2021) We'll move with speed to enact Access to Information Bill - Kasanda <https://diggers.news/local/2021/09/16/well-move-with-speed-to-enact-access-to-information-bill-kasanda/> (consulté le 22 décembre 2022).

³⁷ Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC), (2021) ACCESS TO INFORMATION BILL <https://www.facebook.com/znbctoday/videos/access-to-information-bill/571311514201071/> (consulté le 22 décembre 2022).

³⁸ IT Web Africa (2022) Zambia's President agree to reconsider cyber security laws <https://itweb.africa/content/GxwQD71DkYvIPVo> (consulté le 22 décembre 2022).

³⁹ Ministère de la technologie et des sciences (2022) Call For Comments On The Review Of The Cyber Security And Cyber Crimes Act No. 2 Of 2021 <https://www.mots.gov.zm/?p=1522> (consulté le 22 décembre 2022).

⁴⁰ Lusaka Times (2022) Gouvernement's plan to take the Access to Information Bill to 10 provinces for fine tuning opposed <https://www.lusakatimes.com/2022/03/29/Gouvernements-plan-to-take-the-access-to-information-bill-to-10-provinces-for-fine-tuning-opposed/> (consulté le 22 décembre 2022).

⁴¹ n 35 comme ci-dessus

⁴² Lusaka Times (2022) Gouvernement's plan to take the Access to Information Bill to 10 provinces for fine tuning opposed <https://www.lusakatimes.com/2022/03/29/Gouvernements-plan-to-take-the-access-to-information-bill-to-10-provinces-for-fine-tuning-opposed/> (consulté le 22 décembre 2022).

⁴³ Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC), (2021) ACCESS TO INFORMATION BILL <https://www.facebook.com/znbctoday/videos/access-to-information-bill/571311514201071/> (consulté le 22 décembre 2022).

⁴⁴ Money FM MOAZ rejette la version finale du projet de loi ZAMEC (2021) <https://www.moneyfmzambia.com/2022/06/16/moaz-rejects-final-draft-zamec-bill/> (consulté le 22 décembre 2022).

l'information et des communications (ZICTA) met en œuvre plusieurs projets dans le cadre du Fonds pour l'accès et le service universels (UASF)⁵⁷, établi en vertu de la loi de 2012 sur les TIC (accès universel). Sur le total des recettes perçues en 2021, 86,27 millions ZMW (5 millions USD) ont été affectés à l'UASF et le régulateur a en outre créé une nouvelle direction de l'Universal Access and Service Fund pour améliorer la gouvernance d'entreprise.⁵⁸

Les projets financés par l'UASF comprennent la construction de 1 009 tours de communication afin d'atteindre une couverture de 92 % de la population par le réseau mobile et d'améliorer la qualité du service, ainsi que la connexion par fibre optique du dernier kilomètre aux établissements d'enseignement et de recherche - en partenariat avec le Zambia Research and Education Network (ZAMREN) - afin d'améliorer la fourniture d'une connectivité haut débit à faible coût aux universités, collèges, écoles et établissements de recherche publics. Le projet de connexion des établissements d'enseignement vise à fournir des ordinateurs et à créer des laboratoires informatiques dans les établissements publics primaires, secondaires et tertiaires du pays.

Les autres projets clés comprennent le programme de santé numérique, le projet «Universal Health Connect», qui vise à promouvoir l'accès universel aux TIC dans le secteur de la santé, et le programme «inclusive Connect», qui vise à donner aux personnes handicapées des moyens d'action grâce à des équipements informatiques personnalisés

destinés aux institutions travaillant avec des personnes handicapées.

L'efficacité de l'UASF a été précédemment mise en doute en raison de la non-réalisation de certains objectifs.⁵⁹ Cependant, à la fin de l'année 2021, 24 tours de communication supplémentaires ont été érigées, ce qui a permis d'achever le projet à 96 %, 198 écoles primaires et secondaires ont reçu des ordinateurs, 75 institutions de recherche et d'éducation ont été connectées à Internet, quatre institutions de santé ont été sélectionnées pour la mise en œuvre du projet Health Connect et 14 écoles spéciales ont reçu des ordinateurs et des logiciels. Ce fonds a permis d'étendre la connectivité des réseaux et de connecter les établissements d'enseignement mal desservis aux outils et services TIC, ce qui a contribué à réduire la fracture numérique. En outre, la création d'une nouvelle direction de l'USAF sous l'égide de la ZICTA a permis de renforcer la transparence et la responsabilité dans l'administration du fonds.

Cependant, il reste encore du travail à faire, notamment l'amélioration de la qualité du réseau suite aux plaintes des clients et au fait que le ministre de la Technologie et des Sciences a demandé au régulateur des TIC d'enquêter sur la mauvaise connectivité du réseau.⁶⁰ En outre, la mauvaise qualité du réseau a contribué à retarder les projets de vote électronique de la Commission électorale de Zambie jusqu'à ce que le pays bénéficie d'une couverture et d'une connectivité réseau fiables.⁶¹ En outre, il faut redoubler d'efforts pour réduire la fracture numérique actuelle. Un rapport sur l'état

⁴⁵ Lusaka Times 2022 Evelyn Hone College driver jailed 1 year for defaming President Hakainde Hichilema <https://www.lusakatimes.com/2022/05/30/evelyn-hone-college-driver-jailed-1yr-for-defaming-hh/> (consulté le 22 décembre 2022).

⁴⁶ Lusaka Times 2022 Deux résidents de Chiengé condamnés à 24 mois de travaux forcés pour avoir diffamé le président Hakainde Hichilema <https://www.lusakatimes.com/2022/07/01/two-chiengé-residents-jailed-24-months-with-hard-labour-for-defaming-president-hakainde-hichilema/> (consulté le 22 décembre 2022).

⁴⁷ Zambia reports CHIPATA EVANGELIST JAILED 15 MONTHS FOR CALLING HH «SATANIST 2022 <https://ms-my.facebook.com/208755685909131/posts/chipata-evangelist-jailed-15-months-for-calling-hh-satanist-the-chipata-magistra/5350055115112470/> (consulté le 22 décembre 2022).

⁴⁸ Mwebantu 2022 TikTok de Lusaka de 35 ans arrêté pour avoir diffamé HH dans sa vidéo <https://www.mwebantu.com/35-year-old-lusaka-tiktoker-arrested-for-defaming-hh-in-his-video/> (consulté le 22 décembre 2022).

⁴⁹ Lusaka Times 2022 La police zambienne confirme l'arrestation et la détention du chef du parti d'opposition Sean Tembo <https://www.lusakatimes.com/2022/09/02/zambia-police-confirm-the-arrest-and-detention-of-opposition-party-leader-sean-tembo/> (consulté le 22 décembre 2022).

⁵⁰ Voice of Africa 2022 Rights Groups Say Zambia's Defamation Law Is Used to Silence Critics of President <https://www.voanews.com/a/rights-groups-say-zambia-s-defamation-law-is-used-to-silence-critics-of-president-/6738060.html> (consulté le 23 décembre 2022).

⁵¹ Lusaka Times (2022) HH annonce l'abolition de la peine de mort et le crime de diffamation du président <https://www.lusakatimes.com/2022/12/24/hh-announces-the-abolition-of-the-death-penalty-and-defamation-of-the-president-crime/> (consulté le 24 décembre 2022).

⁵² IT Web Africa (2022) Zambia presses ahead with controversial US\$210m CCTV camera project, <https://itweb.africa/content/RgeVDMRPY1bvKJN3/ap6GxRKqYaqb3Wjr> (consulté le 23 décembre 2022).

⁵³ ALN Africa (2022) Data Localisation Requirements under the Protection des données Act <https://aln.africa/insight/data-localisation-requirements-under-the-data-protection-act/> (consulté le 23 décembre 2022).

⁵⁴ IT Web Africa (2022) Zambia implements biometric ID registration system <https://itweb.africa/content/nWJadMbeW5r7bj01/ap6GxRKqYaqb3Wjr> (consulté le 23 décembre 2022).

⁵⁵ Ibid

⁵⁶ IT Web Africa (2022) Zambia : the country must hold off on e-voting plans says gov't <https://itweb.africa/content/rW1xLv5ndjk7Rk6m/ap6GxRKqYaqb3Wjr> (consulté le 23 décembre 2022).

de l'économie numérique inclusive en Zambie en 2022 a révélé que le pays présente une fracture numérique de 47 % et que 56 % de la population rurale n'est pas intégrée au numérique. En outre, la fracture numérique entre les sexes est de 34 %.⁶²

ÉVOLUTION DES TIC ET DES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES

En juin 2022, les premières versions de la politique nationale des TIC révisée et de la nouvelle stratégie nationale de transformation numérique ont été finalisées et diffusées pour consultation des parties prenantes. En outre, le huitième plan de développement national 2022 - 2026⁶³ a été lancé en septembre 2022.⁶⁴ Ces trois documents définissent des feuilles de route pour développer le secteur des TIC du pays, tirer parti des avantages technologiques pour révolutionner d'autres secteurs clés de l'économie, établir une approche coordonnée pour favoriser l'adoption des technologies et, globalement, faciliter la transformation numérique de l'économie zambienne. Bien que la Zambie ait adopté certaines législations clés sur la protection des données, la cybersécurité, la protection des consommateurs et la propriété intellectuelle, entre autres, il n'en existe aucune qui soit fondamentale pour le développement et l'utilisation responsables de l'intelligence artificielle (IA), ou pour une stratégie d'IA.⁶⁵



⁵⁷ 1,5 % du chiffre d'affaires annuel brut collecté auprès de tous les opérateurs de réseaux mobiles sous licence.

⁵⁸ ZICTA (2022) Rapport annuel 2021 <https://www.zicta.zm/annual-reports> (consulté le 23 décembre 2022).

⁵⁹ Zambian Business Times (2020) Use of US\$4m universal access fund at ZICTA questioned <https://zambianbusinesstimes.com/use-of-us4m-universal-access-fund-at-zicta-questioned/> (consulté le 23 décembre 2022).

⁶⁰ IT Web Africa (2022) Zambia's Tech Minister calls for ICT 'reboot' <https://itweb.africa/content/j5alrvQAAQGvpYQk> (consulté le 23 décembre 2022).

⁶¹ IT Web Africa (2022) Zambia : country must hold off on e-voting plans says gov't <https://itweb.africa/content/rW1xLv5ndjk7Rk6m/ap6GxRKqYaqb3Wjr> (consulté le 23 décembre 2022).

⁶² Ministère de la technologie et des sciences et FENU (2022) Zambia Inclusive Digital Economy Status Report <https://www.uncdf.org/article/7655/supporting-zambias-path-to-digital-transformation-with-the-inclusive-digital-economy-status-report> (consulté le 23 décembre 2022).

⁶³ Huitième plan de développement national (2022) <https://www.sh.gov.zm/wp-content/uploads/2022/09/EIGHTH-NATIONAL-DEVELOPMENT-PLAN-2022-2026-05-07-2022.pdf> (consulté le 22 décembre 2022).

⁶⁴ Develop Zambia Forum (2022) Zambia Launches 8th National Development Blueprint <https://www.develop-zambia.com/zambia-launches-8th-national-development-blueprint/> (consulté le 22 décembre 2022).

⁶⁵ UNESCO (2022) Étude paysagère des politiques et de l'utilisation de l'IA en Afrique australe : résumé exécutif <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000382651/PDF/382651eng.pdf.multi> (consulté le 22 décembre 2022).

Conclusion et Recommandations

L'année 2022 a été marquée par des succès et des développements significatifs dans le secteur des TIC et dans le paysage de la liberté de l'internet. Toutefois, pour que ces efforts portent leurs fruits, le gouvernement devra intensifier ses efforts en matière de réformes politiques et législatives à un moment où la Zambie émerge d'un climat de peur, de répression et d'intolérance qui a été observé dans les gouvernements précédents où les lois sur l'internet ont été utilisées pour cibler les libertés en ligne des gens. En outre, il est nécessaire que les parties prenantes concernées veillent à ce que le secteur des TIC se développe en un écosystème Internet inclusif, abordable et dynamique qui complétera les plans d'innovation et de développement du pays.

GOUVERNEMENT	SECTEUR PRIVÉ	SOCIÉTÉ CIVILE
<p>Recommandations</p> <p>Compte tenu des lacunes et des préoccupations soulevées dans ce rapport, diverses recommandations sont proposées :</p> <p>Le gouvernement est invité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revoir les articles 6, 7, 54, 59, 65 et 69 de la loi de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité en temps opportun et de manière participative. • Promulguer la loi sur l'accès à l'information et mettre fin au processus d'attente qui dure depuis 21 ans. • Revoir le projet de loi sur le Conseil des médias de Zambie et l'adopter dans le cadre d'un processus participatif mené par les professionnels des médias et les journalistes. • Nommer un commissaire à la protection des données et créer un bureau de protection des données indépendant de l'organisme 	<p>mesures pour compléter les efforts du gouvernement dans l'amélioration du secteur des TIC par des investissements qui garantissent un accès universel, équitable, abordable et significatif à l'internet et aux autres technologies numériques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produire régulièrement des rapports de transparence révélant leur engagement à respecter les droits de l'homme, conformément aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. <p>L'académie est invitée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mener davantage de recherches sur les droits numériques et l'inclusion numérique, notamment des études sur l'intelligence artificielle et les technologies émergentes, afin d'éclairer l'élaboration de diverses stratégies et politiques liées aux TIC. • Contribuer au suivi et à la 	<ul style="list-style-type: none"> • Amalgamer les efforts de plaidoyer et les engagements avec le gouvernement sur les réformes politiques et législatives sur les droits des médias et du numérique. • Collaborer avec le gouvernement à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière d'IA. • Continuer à jouer un rôle de surveillance et à fournir les contrôles et les équilibres nécessaires à l'élaboration et à l'application de cadres politiques et juridiques en matière de TIC fondés sur les droits de l'homme. <p>Le secteur privé est invité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre des mesures appropriées en matière de gouvernance des données afin de garantir et de renforcer la conformité avec la loi sur la protection des données. • Continuer à prendre des

GOUVERNEMENT	ACADEMIA	SOCIÉTÉ CIVILE
<p>de réglementation, ZICTA.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Sensibiliser les entreprises et les citoyens à la protection des données dans le pays, notamment à la lumière du déploiement prévu des cartes d'identité numériques. ● Adopter une législation pour l'utilisation sûre des systèmes d'information de sécurité publique. ● Élaborer un cadre de gouvernance juridique et éthique complet pour les technologies d'intelligence artificielle, la robotique et les autres technologies émergentes, conformément aux normes internationales. ● Prendre des mesures pour protéger les journalistes, les professionnels des médias et les citoyens contre les arrestations et les détentions arbitraires, et la surveillance illégale. ● Accorder la grâce et l'amnistie aux personnes purgeant des peines de prison pour la loi abolie sur la diffamation du président. ● S'engager à maintenir l'internet en service et informer les citoyens de toute perturbation du réseau dans un délai raisonnable. ● Augmenter l'allocation budgétaire annuelle en faveur de la croissance des TIC dans le but de combler la fracture numérique existante et d'améliorer la connectivité Internet tout en prenant en considération les besoins des communautés rurales, des personnes handicapées, des femmes et des enfants, conformément à la politique nationale des TIC et à la stratégie nationale de transformation numérique. <p><i>Les organisations de la société civile (OSC) sont invitées à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Continuer à sensibiliser aux droits numériques et à l'inclusion numérique en Zambie. 	<p>documentation de l'évolution des droits numériques et de l'inclusion en Zambie.</p>	



www.paradigmhqhq.org

Droits d'auteur © 2023